

L'élection de Nayib Bukele au Salvador : le produit transgressif d'une élection normale

par Kevin Parthenay

Jeter un regard rétrospectif sur la récente élection présidentielle salvadorienne est particulièrement déroutant tant est fort le contraste entre la « normalité » de son déroulement et la situation politique atypique qu'elle a engendrée. A la lumière de ce paradoxe, nous revenons sur le processus électoral salvadorien qui s'est déroulé entre le 2 octobre 2018 et le 3 février 2019.

Le contexte politique préélectoral

L'élection présidentielle s'est engagée dans un contexte de fortes tensions politiques. La fin du mandat de Salvador Sanchez Céren – l'une des dernières figures vivantes du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) dans sa version héritée de la guerre civile des années 1980 – a été marquée par de très nombreuses polémiques qui ont profondément déstabilisé le gouvernement et ont condamné le président à exercer le pouvoir dans un silence assourdissant. Le soutien inconditionnel apporté aux présidents vénézuélien Nicolás Maduro et nicaraguayen Daniel Ortega, deux régimes en proie à une dérive autoritaire, a très largement contribué à fragiliser un gouvernement dont le bilan était déjà en demi-teinte et qui, dès les premiers mois d'exercice du pouvoir, avait été durablement affaibli par des scandales de corruption à répétition. Très critiqué, même au sein de son propre camp, Salvador Sanchez Céren a été qualifié de « président absent » ou de « président le moins populaire depuis trente ans ». Les enquêtes d'opinion ont révélé l'image ternie d'un président âgé (75 ans en 2019), achevant un mandat écorné par des faux-pas diplomatiques (les soutiens susmentionnés), des résultats médiocres sur le plan économique (croissance faible doublée d'un chômage en hausse) et une mauvaise communication (incapacité à valoriser ses succès en matière de baisse de la violence par exemple). Dans ce scénario politique, Salvador Sanchez Cerén a décidé de ne pas se représenter et a précipité dans la campagne un FMLN extrêmement affaibli, ouvrant ainsi un boulevard pour l'opposition.

La structuration de la compétition politique

En dépit de ce contexte qui lui était donc favorable, l'Alliance républicaine nationaliste (Arena) – le principal parti traditionnel d'opposition, de droite libérale-conservatrice – a de nouveau dû affronter ses démons en peinant à créer une dynamique d'unité autour d'un candidat. Cette difficulté à structurer son action autour d'un leader est devenue une caractéristique centrale du parti depuis sa défaite historique aux élections de 2009 (qui avaient consacré l'arrivée au pouvoir du FMLN). Arena n'est pas parvenue en 2019 à se relever d'une défaite qui avait mis un terme à trente années à la tête du pouvoir. La mue n'est toujours pas accomplie, et ce en dépit de la désignation d'un jeune cadre comme candidat à la présidence

à l'issue d'une primaire féroce, Carlos Calleja, entrepreneur et vice-président du groupe de grande distribution Calleja.

Du côté du FMLN, Hugo Martínez est arrivé largement en tête de la primaire du parti et a dû s'engager dans la campagne en se prêtant à un véritable numéro d'équilibriste. Il s'agissait pour lui de s'inscrire dans une continuité partisane tout en se détachant le plus possible du bilan de dix années de gouvernement rythmées par les scandales de corruption. Malgré l'accumulation d'un capital politique conséquent, dû à sa longévité inédite au poste de ministre des Relations extérieures (2009-2013 et 2014-2018), la bataille a semblé perdue d'avance tout au long de la campagne tant le parti se trouvait affaibli (désertion des militants, difficultés économiques et judiciaires).

En marge de ce spectacle bipartisan traditionnel, une troisième voie balbutiante a tenté une nouvelle fois de s'articuler autour de divers « petits » candidats dont la seule chance de succès tenait à leur ardeur à constituer des alliances. Dans ce paysage politique chaotique, la Grande alliance pour l'unité nationale (GANAN), parti originellement créé en 2010 par Antonio Saca alors dissident d'Arena (dont il avait été président de 2004 à 2008), a longtemps incarné cette troisième voie. Lors de la précédente élection présidentielle de 2014, le parti avait même obtenu avec Saca 11,4 % des voix¹. Mais dans cette quête d'une troisième voie, une autre personnalité a émergé : Nayib Bukele. Ancien maire de Nuevo Cuscatlán² (2012-2015), puis de la capitale San Salvador (2015-2018) sur les listes du FMLN, il a rapidement fait dissidence en dénonçant la mauvaise gestion du parti – dont il a été exclu le 10 octobre 2017. Capitalisant sur sa jeunesse, sa maîtrise des ficelles de la communication et sa position d'outsider dans le paysage politique salvadorien, il a rapidement ambitionné de créer son propre mouvement en vue de la présidentielle. Le 25 octobre 2017, il a annoncé sur Facebook la création du mouvement Nouvelles idées qui allait être enregistré comme parti politique à part entière.

Mentionnons enfin la candidature de Josué Alvarado, du parti centriste Vamos, créé en 2017, qui a complété l'offre électorale sans jamais peser dans les débats, crédité de moins de 1 % des intentions de vote tout au long de la campagne.

Des partis et des hommes

Durant la campagne s'est ouverte une séquence à multiple rebondissements caractéristique d'un système politique défié par un outsider à la popularité grandissante. Avant d'être autorisé à concourir à l'élection présidentielle, Nayib Bukele a dû passer par trois partis politiques. Dans un premier temps, le Tribunal suprême électoral (TSE) n'a pas autorisé l'inscription du parti Nouvelles idées (qui ne sera finalement légalisé que le 24 août 2018). Bukele s'est ensuite présenté au nom du parti Changement démocratique, avant que ce dernier soit également suspendu par le TSE. En définitive, le 26 juillet 2018, à six mois de l'élection, il a annoncé sa participation à la primaire du parti GANA en vue de la présidentielle (contre Will Salgado qui

¹ Précisons en revanche qu'en 2014, le parti se présentait aux élections sous la bannière « Unidad », formant une coalition avec le Parti de concertation nationale (PCN) et le Parti démocrate-chrétien (PDC).

² Ville située dans la banlieue de la capitale, San Salvador.

a fini par jeter l'éponge du fait de la popularité écrasante de Bukele). Dans les mois qui ont suivi, la campagne de Bukele a été menée en dehors des structures de GANA et organisée par une équipe restreinte (issue de Nouvelles idées). La majorité des propositions étaient inspirées de son expérience municipale et couvraient un large spectre, allant de l'attraction touristique au tournant numérique du gouvernement en passant par la relance de la croissance et de l'emploi.

De manière générale, si la campagne a permis l'expression d'un certain pluralisme, dans le respect des règles relatives au financement des partis politiques (selon l'Organisation des Etats américains et l'Union européenne) et sans violence (petite victoire pour un pays en proie à une violence endémique), elle n'a généré que très peu de contenu programmatique, réduisant le débat à de simples interpellations médiatiques croisées. Ce scénario électoral est donc on ne peut plus classique, avec un schéma d'affrontement entre partis traditionnels, des ambitions concurrentes de partis cherchant à incarner une troisième voie, et une individualisation qui tend à transformer les partis politiques en machines à gagner, sans véritable profondeur programmatique, au service de leaders éphémères. De ce point de vue, le Salvador a vécu une « élection normale ».

Un président transgressif

Quant aux résultats électoraux, ils sont historiques sur la forme dans la mesure où pour la première fois de l'histoire contemporaine de la démocratie salvadorienne, un parti de troisième voie a remporté l'élection présidentielle, et qui plus est dès le premier tour (53,03 % contre 31,78 % pour Carlos Calleja, 14,42 % pour Hugo Martínez et 0,76 % pour Josué Alvarado). Dans le fond, ces résultats traduisent la victoire d'un « faux outsider » qui s'est en revanche rapidement présenté comme un « élu transgressif » au regard des codes traditionnels d'exercice du pouvoir dans le pays, voire même à l'échelle continentale.

En gouvernant via Twitter, Nayib Bukele a rapidement endossé le costume d'un « leader millennial » (mobilisant les codes et le style d'une nouvelle génération³). Dès les premiers jours d'exercice du pouvoir, il a dynamité les réseaux traditionnels de l'oligarchie politico-économique appartenant autant à la droite (Arena) qu'à la gauche (FMLN) en renvoyant de nombreux fonctionnaires et en demandant à ce que leurs salaires soient reversés dans les programmes gouvernementaux destinés au développement social (pauvreté, santé, infrastructures, etc.). Si depuis son accession au pouvoir, Bukele a développé une nouvelle façon de faire de la politique, il n'en demeure pas moins qu'il ne dispose que de rares soutiens au sein de l'Assemblée nationale (officiellement dix députés GANA sur quatre-vingt-quatre), ce qui le contraint à forger de multiples coalitions *ad hoc*. Sur ce point, son mandat s'avère d'autant plus vulnérable que les prochaines élections législatives, qui pourraient lui permettre de constituer une majorité à l'Assemblée, n'auront lieu qu'en février 2021.

³ Sur le plan vestimentaire, Bukele s'est démarqué de l'élite politique traditionnelle en s'affichant dans le palais présidentiel en jean-baskets-casquette, et en refusant ostensiblement le port de la cravate. L'usage récent du selfie à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, ou les références régulières aux séries américaines (notamment *Game of Thrones*) ont contribué à renforcer ce marqueur générationnel.